

« Le but de guerre ultime d'Ankara est le contrôle par Bakou du Zanguezour »

Extraits de l'interview à paraître dans le numéro de novembre de NAM de Michel Foucher, géographe, ancien ambassadeur, titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH, Paris)

Nouvelles d'Arménie Magazine : Que cherche Ankara selon vous ?

Michel Foucher : Les autorités turques se sont lancées dans une offensive multi-directionnelle qui joue sur divers registres : prendre la direction du monde sunnite et de la mouvance des Frères musulmans (à partir de la Syrie et de l'alliance avec le Qatar), affirmer une présence dans des fragments de l'ancien empire ottoman (Libye et Somalie), offrir aux pays dits « turcophones » (expression impropre, qui évoque la francophonie, alors que ces peuples ne parlent pas la langue turque même s'il y a une famille linguistique turcique) qui vivent en Asie centrale, dans le Caucase et demain, qui sait, dans le Tatarstan de Kazan en Russie, enfin s'afficher comme puissance maritime dans la « patrie bleue » en Méditerranée orientale.

Dans le cas précis du conflit actuel, je reste convaincu, comme je l'avais déjà écrit il y a trente ans dans « Fronts et Frontières », que le but de guerre ultime d'Ankara est le contrôle par Bakou du Zanguezour (province arménienne de Siounik) qui offrirait, via l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan, un corridor terrestre entre la Turquie et la mer Caspienne. Ce projet est pris en compte dans le traité russo-turc de 1921 qui définit les limites des deux districts autonomes de l'époque, Nakhitchevan et Haut-Karabagh. Il est clair que ce changement territorial ne serait accepté ni par l'Iran ni par la Russie. Mais comme l'a compris Erdogan qui fait du Poutine, seul compte en ces temps d'affaiblissement des règles multilatérales, le fait accompli. Il lance des initiatives et il empêche ce qui marche, comme dans le nord de la Syrie ou à Tripoli, en Libye.

Nouvelles d'Arménie Magazine : La France en tant que coprésidente du groupe de Minsk, joue un rôle important dans la recherche d'une solution au conflit. Dénoncer l'Azerbaïdjan comme agresseur et la Turquie pour ses connivences avec les mercenaires djihadistes, comme l'a fait le président Macron, peut avoir des conséquences ?

Michel Foucher : Il est extrêmement rare en effet qu'un chef d'Etat désigne ouvertement un agresseur. Ceci est en soi un premier pas, évitant la querelle des communiqués sur les responsabilités, comme on le note maintenant quand le cessez-le-feu est violé. La ligne rouge évoquée par le Président français a été l'envoi de contingents de mercenaires syriens payés mille cinq cents dollars par mois et la connaissance par les services français, qui suivent de près les djihadistes présents en Syrie que d'autres acheminements étaient en cours. La Turquie a été prise en quelque sorte la main dans le sac et je suppose que c'est ce que le Président français, en tant que coprésident du Groupe de Minsk, avait prévu de dire à son homologue turc lors de l'échange téléphonique annoncé le 2 octobre.

L'intégral de l'entretien sera à lire dans le numéro de novembre des Nouvelles d'Arménie.

<https://www.armenews.com/spip.php?page=commander&etape=offres>

Dernier ouvrage paru : Les frontières, CNRS éditions, 2020

par [Ara Toranian](#) le samedi 24 octobre 2020

© armenews.com 202